



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE
DE POLITIQUE
MONETAIRE DU
TROISIEME TRIMESTRE
2020**

Février 2021

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE.....	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	5
1.1. Croissance du PIB mondial	5
1.2. Commerce mondial	6
1.3. Prix des matières premières et inflation	6
1.4. Politique monétaire dans les pays développés	8
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	8
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	11
2.1. Production et prix.....	11
2.2. Secteur extérieur	13
2.2.1. Balance des paiements.....	13
2.2.2. Commerce extérieur.....	14
2.3. Finances et dette publiques	16
2.4. Secteur monétaire.....	17
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts.....	17
2.4.2. Base monétaire.....	19
2.4.3. Masse monétaire et contreparties	21
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire	22
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	23
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	23
2.5.1.1. Principales ressources	23
2.5.1.2. Principaux emplois	24
2.5.2. Stabilité Financière.....	24
2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits	24
2.5.2.2. Adéquation des fonds propres.....	26
2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire	27
CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE.....	28

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AIN	: Avoirs Intérieurs Nets
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: <i>Cost Insurance and Freight</i>
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: <i>Free On Board</i> (Franco à Bord)
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	: <i>Shilling Kenyan</i>
M2, M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MUSD	: Millions de Dollars Américains
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
ROA	: <i>Return on Assets</i> (Rentabilité des actifs)
ROE	: <i>Return on Equity</i> (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: <i>Shilling Tanzanien</i>
UGX	: <i>Shilling Ougandais</i>
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

L'activité économique s'est améliorée au cours du troisième trimestre 2020 dans les principaux pays avancés de l'OCDE et pays émergents, en raison notamment des mesures prises par les pouvoirs publics pour atténuer les effets néfastes de la pandémie de la COVID-19 sur l'économie.

L'inflation a légèrement augmenté dans les principaux pays avancés de l'OCDE et émergents, en rapport principalement avec la baisse de la demande intérieure et des prix des produits pétroliers. Toutefois, la Zone euro a connu une déflation de 0,1%, suite à une faible demande intérieure et une réduction de la TVA dans certains pays, notamment en Allemagne.

L'activité économique a légèrement repris dans la plupart des pays de la CEA, grâce aux effets simultanés de la politique budgétaire, monétaire et financiers pour limiter les conséquences économiques néfastes de la COVID-19. L'assouplissement des mesures de confinement, la stabilité du taux de change ainsi qu'une amélioration de la demande tant intérieure qu'extérieure expliquent cette reprise de la croissance économique de la région.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, il est attendu une contraction de l'activité économique de 0,3% contre une croissance de 4,2% en 2019, en liaison avec la décroissance de la production dans le secteur tertiaire fortement touché par la pandémie de la COVID-19.

Au troisième trimestre 2020, l'inflation s'est établie à 6,9% alors qu'il y avait une déflation de 0,4% au trimestre correspondant de 2019. Cette hausse de l'inflation a concerné aussi bien les produits alimentaires (11,0 contre -2,1%) que les produits non alimentaires (2,6 contre 1,3%).

La balance des paiements du troisième trimestre 2020 s'est soldée par un besoin de financement (compte courant et compte de capital) moins élevé que celui du trimestre correspondant de 2019, résultant de la diminution du déficit du compte courant.

Le déficit budgétaire (dons inclus) s'est aggravé au troisième trimestre 2020 par rapport au même trimestre de 2019, en liaison avec l'augmentation plus importante des dépenses comparativement à celle des recettes publiques. Ce déficit a été principalement financé par l'endettement intérieur.

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 18,8% et la masse monétaire de 23,5% suite à la hausse des avoirs intérieurs nets. Les réserves officielles de change ont progressé de 11,0% et couvraient 0,9 mois d'importations de biens et services contre 1,0 mois à la même période de l'année précédente.

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et rentable à fin septembre 2020. Les ratios de solvabilité sont demeurés au-delà des limites réglementaires et ceux de rentabilité se sont améliorés par rapport à la même période de l'année précédente.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

En glissement trimestriel, l'activité économique s'est améliorée au troisième trimestre 2020 dans les pays avancés de l'OCDE (+9,2 contre -10,5% au trimestre précédent), en raison notamment des mesures prises par les pouvoirs publics pour atténuer les effets néfastes de la pandémie de la COVID-19 sur l'économie. L'activité économique a également rebondi dans les principaux pays émergents, notamment en Inde (+21,9 contre -25,2%), en Afrique du Sud (+13,5 contre -16,6%) et en Russie (+1,5 contre -3,2%). Toutefois, l'activité économique a ralenti en Chine (+3,0 contre +11,6%).

Tableau 1 : Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

	Glissement trimestriel			Glissement annuel		
	T3-2019	T2-2020	T3-2020	T3-2019	T2-2020	T3-2020
États-Unis	0,6	-9,0	7,5	2,1	-9,0	-2,8
Japon	0,2	-8,3	5,3	1,3	-10,3	-5,7
Allemagne	0,3	-9,8	8,5	0,8	-11,2	-4,0
France	0,1	-13,8	18,7	1,6	-18,9	-3,9
Royaume uni	0,5	-18,8	16,0	1,4	-20,8	-8,6
Zone euro	0,2	-11,7	12,5	1,4	-14,7	-4,3
OCDE - Total	0,4	-10,5	9,2	1,7	-11,7	-4,1
Chine	1,0	11,6	3,0	6,0	3,2	4,9
Inde	0,8	-25,2	21,9	4,4	-23,5	-7,5
Russie	-0,9	-3,2	1,5	1,4	-5,6	-3,3
Afrique du Sud	-0,2	-16,6	13,5	0,1	-17,5	-6,1

Source: OCDE, principaux indicateurs économiques, Janvier 2021

Par contre, en glissement annuel, la croissance économique s'est contractée aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents. Aux Etats-Unis, l'activité économique s'est repliée de 2,8% contre une croissance de 2,1% à la même période en 2019. Dans la Zone euro, le PIB a baissé de 4,3% alors qu'elle s'était améliorée de 1,4% à la période correspondante en 2019. Au Japon, l'activité économique a décru de 5,7% contre une croissance de 1,3% à la même période de 2019.

1.2. Commerce mondial

Au troisième trimestre 2020, le volume du commerce mondial¹ des marchandises a augmenté de 11,6% après avoir chuté de 12,7% au trimestre précédent. Toutefois, le volume des échanges a été inférieur de 5,6% à celui de la même période de l'année précédente. Cette reprise du commerce mondial a été soutenue par des interventions importantes en matière de politique budgétaire et monétaire dans les grandes économies, ainsi que par une adaptation dans des secteurs clés, notamment les entreprises de commerce de détail en ligne.

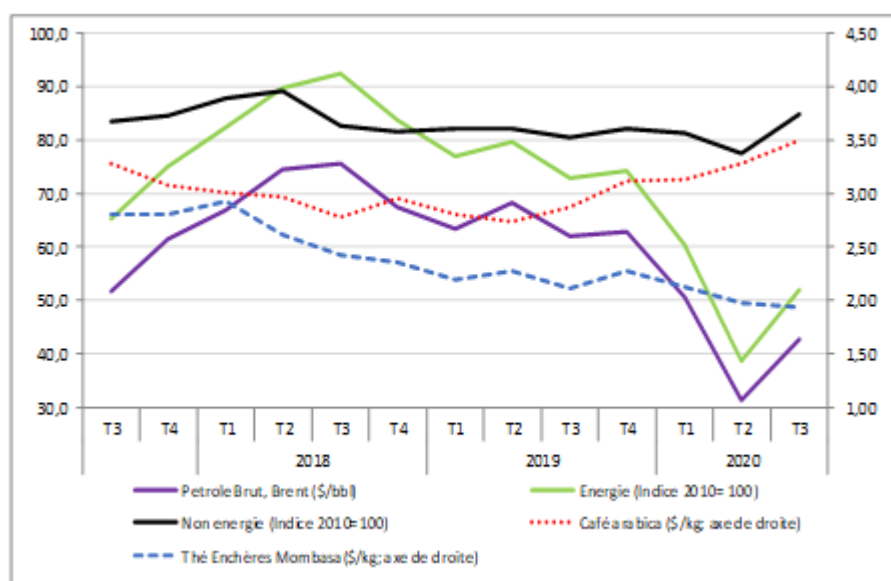
1.3. Prix des matières premières et inflation

Au troisième trimestre 2020, les prix des matières premières ont globalement augmenté après la baisse engendrée par la pandémie de COVID-19 au cours de la première moitié de l'année. Par rapport au trimestre précédent, le cours du pétrole brut (Brent) s'est établi à 42,70 contre 31,40 USD le Baril. L'indice de l'énergie (52,00 contre 38,80) et celui des produits non énergétiques (84,90 contre 77,50) se sont accrus d'un trimestre à l'autre.

Le cours du café arabica s'est encore amélioré, passant de 3,28 à 3,50 USD par kilogramme d'un trimestre à l'autre alors qu'il était de 2,87 USD à la même période de l'année précédente. Cette amélioration des prix est liée à la baisse de 5,1% de la production mondiale du café arabica, en particulier au Brésil. Par contre, le prix du thé aux enchères de Mombassa, a poursuivi sa tendance baissière et s'est établi à 1,94 contre 1,98 USD par kilogramme.

¹ www.omc.org: statistiques commerciales

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, prix des matières premières, décembre 2020

Par rapport au trimestre précédent, l'inflation a légèrement augmenté dans la plupart des pays avancés et émergents, à l'exception de la Zone euro qui a connu une déflation de 0,1%, suite principalement à une faible demande intérieure et à la réduction de la TVA dans certains pays, notamment en Allemagne.

Tableau 2 : Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)

	En glissement annuel		
	T3-2019	T2-2020	T3-2020
États-Unis	1,8	0,4	1,2
Japon	0,3	0,1	0,2
Allemagne	1,5	0,8	-0,1
France	1,0	0,3	0,3
Royaume-Uni	1,8	0,8	0,8
Zone euro	0,9	0,2	-0,1
OCDE - Total	1,9	0,9	1,3
Chine	2,9	2,7	2,3
Inde	6,4	5,2	5,5
Russie	4,3	3,1	3,5
Turquie	13,5	11,6	11,7
Brésil	3,1	2,1	2,7
Afrique du Sud	4,1	2,3	3,0

Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques, décembre 2020

L'inflation a augmenté dans l'ensemble des pays de l'OCDE et s'est établie à 1,3 contre 0,9%, tirée par celle des pays hors Zone euro. L'inflation a légèrement décéléré en Chine (2,3 contre 2,7%) et a augmenté dans les autres pays émergents.

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Au troisième trimestre 2020, les banques centrales des principaux pays avancés ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes pour relancer leurs économies fortement perturbées par la pandémie de COVID-19, atteindre le maximum d'emploi et influencer les perspectives d'inflation proche de 2%.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a reconduit la fourchette cible des taux entre 0 et 0,25%. En outre, elle a décidé de racheter davantage les titres du Trésor et des titres adossés à des créances hypothécaires pour favoriser le flux de crédit vers les ménages et les entreprises.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement (0,00%) ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal (0,25%) et de la facilité de dépôt (-0,50%). En outre, elle a reconduit le rachat des actifs et le réinvestissement des remboursements pour maintenir des conditions de liquidité favorables.

La Banque du Japon a poursuivi son assouplissement monétaire quantitatif et qualitatif en reconduisant le taux d'intérêt sur les facilités de dépôts (-0,1%) et en maintenant son programme extensif de rachats des obligations du Trésor en vue d'atteindre le niveau cible d'inflation proche de 2% et le maintenir de manière stable.

1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA²

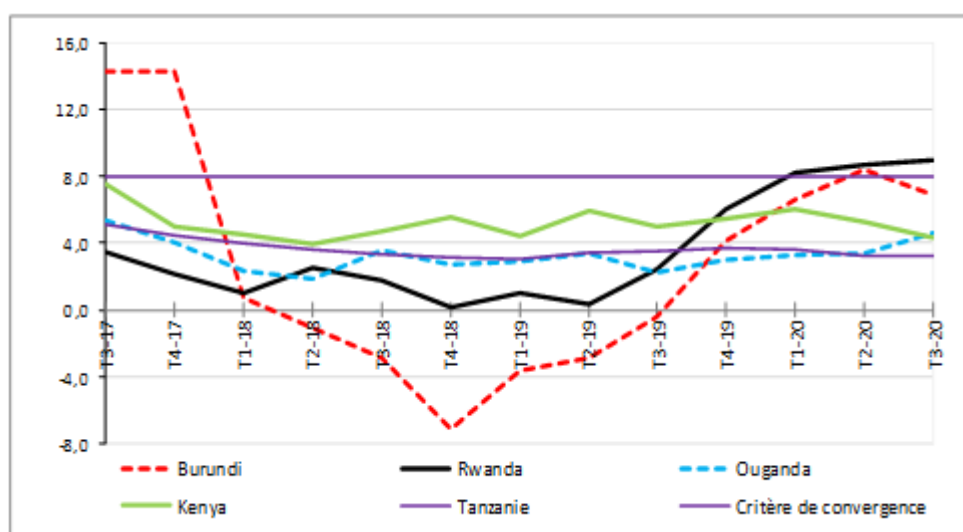
Au cours du troisième trimestre 2020, l'activité économique a légèrement repris dans la plupart des pays de la CEA, grâce aux effets simultanés de la politique budgétaire et monétaire et financiers pour limiter les conséquences économiques néfastes de la COVID-19. L'assouplissement des mesures de confinement, la stabilité du taux de change ainsi que l'amélioration de la demande tant intérieure qu'extérieure expliquent cette reprise de la croissance économique de la région.

² Les données du Sud Soudan ne sont pas disponibles.

L'inflation est restée modérée dans les pays de la CEA au troisième trimestre 2020. Les pressions sur les prix sont restées faibles, en grande partie renforcées par de bonnes productions agricoles, des taux de change stables et des prix pétroliers modérés sur le marché international.

Par rapport au trimestre précédent, le taux d'inflation a augmenté au Rwanda (9,0 contre 8,7%) et en Ouganda (4,6 contre 3,4%). Il a baissé au Kenya (4,3 contre 5,3%) et au Burundi (6,9 contre 8,4%) pendant qu'il est resté stable en Tanzanie (3,2%).

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)

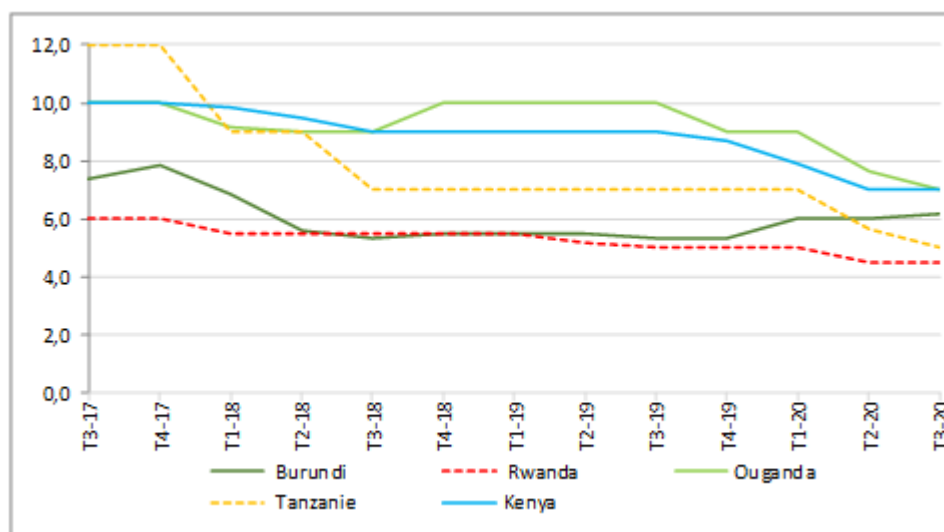


Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Pour le reste de l'année 2020, l'inflation devrait rester modérée en raison, notamment, de bonnes productions agricoles attendues, de la stabilité des taux de change et des prix des produits pétroliers relativement modérés.

Des anticipations de faibles pressions inflationnistes ont permis aux banques centrales de maintenir leur politique monétaire accommodante afin de garantir un niveau adéquat de liquidité dans l'économie et de créer un environnement propice à la réduction des taux d'intérêt.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

Comparés au trimestre précédent, les taux d'intérêts moyens des banques centrales du Rwanda (4,5%) et du Kenya (7,0%) sont restés inchangés, pendant que ceux de la Tanzanie (5,0 contre 5,7%) et de l'Ouganda (7,0 contre 7,7%) ont baissé. Au Burundi, le taux moyen de la facilité de prêt marginal a légèrement augmenté, s'établissant à 6,2 contre 6,0% au trimestre précédent.

Les taux de change des monnaies des pays de la CEA ont annuellement fluctué en dessous de la marge de 5,0% convenue entre pays membres, dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change, à l'exception du Franc Rwandais qui a légèrement dépassé le seuil, avec un taux de dépréciation annuel de 5,2%.

Tableau 3 : Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
sept-19	2 289,40	909,80	3 684,20	103,90	1 863,43
juin-20	2 296,50	937,08	3 730,14	106,42	1 909,40
sept-20	2 297,60	956,81	3 715,78	108,40	1 931,60
Variation Sept-20/Sept-19 (%)	0,4	5,2	0,9	4,3	3,7
Variation Sept-20/juin-20 (%)	0,05	2,11	-0,38	1,86	1,16

Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au troisième trimestre 2020, la production trimestrielle du thé sec a diminué de 23,2% par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 1.322 contre 1.722 T, suite à la mauvaise pluviosité. Par contre, la production cumulée du café vert a augmenté de 47,6% à fin septembre 2020, se fixant à 7.569 contre 5.125 T à la même période de la campagne précédente, en liaison avec la cyclicité du caféier.

L'indice moyen de la production industrielle s'est accru de 15,7% par rapport au trimestre correspondant de 2019, suite principalement à la hausse de la production dans les industries chimiques (+22,9%) et alimentaires (+15,2%), notamment de la production des boissons de la BRARUDI (+4,5%), de sucre (+12,9%) et des cigarettes (+82,1%). Par rapport au trimestre précédent, cet indice a augmenté de 68,8%, passant de 182,5 à 211,2, principalement en rapport avec la campagne de production sucrière, l'augmentation de la production des boissons de la BRARUDI (+23,0%) et de cigarettes (+75,0%).

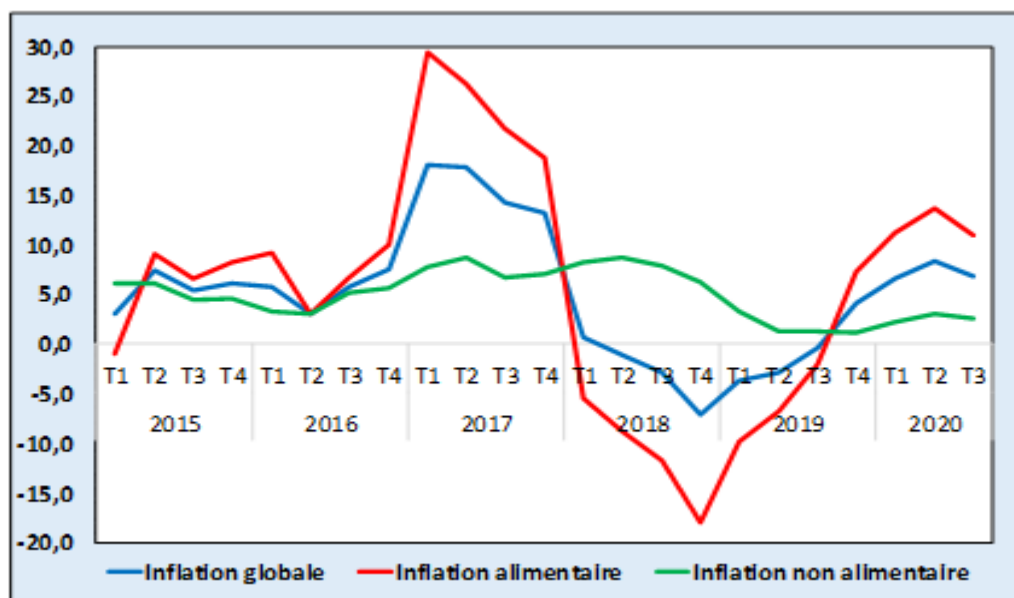
La production d'électricité de la REGIDESO a légèrement reculé de 0,4% en glissement annuel, passant de 65.341 à 65.054 Mégawatts, en liaison principalement avec le repli de la production des centrales thermiques. De même, elle a baissé de 5,4% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura s'est accru de 18,8% par rapport au trimestre correspondant de 2019, suite à l'augmentation des importations de ciment et de sucre. Par rapport au trimestre précédent, ce volume a chuté de 14,7%.

L'activité a reculé à l'Aéroport International Melchior NDADAYE. Le nombre de passagers a chuté de 96,4% en glissement annuel, en rapport avec les mesures prises de réduction des vols des aéronefs pour faire face à la propagation de la COVID-19. Par contre, le nombre de passagers s'est accru par rapport au trimestre précédent, passant de 245 à 2.296 passagers suite à la reprise des vols humanitaires et les mouvements des militaires qui assurent le maintien de la paix en Somalie et en Centrafrique. Le trafic des aéronefs a décru en glissement annuel (-65,4%) tandis qu'il s'est accru en glissement trimestriel (+28,8%).

Le taux d'inflation s'est accru au troisième trimestre 2020, se fixant à 6,9% contre une déflation de 0,4% au trimestre correspondant de 2019. Cette augmentation est expliquée par la hausse de l'inflation alimentaire (11,0 contre -2,1%) et non alimentaire (2,6 contre 1,3%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : BRB, à partir des données de l'ISTEEBU

Par contre, comparé à celui du trimestre précédent, le taux d'inflation a baissé (6,9 contre 8,4%), suite à la baisse concomitante de l'inflation alimentaire (11,6 contre 13,7%) et non alimentaire (2,6 contre 3,1%).

Tableau 4: Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2017	2018	2019	2020 (Prév.)
1. Croissance du PIB réel	3,8	4,2	4,2	-0,3
Secteur primaire	0,2	5,2	1,9	3,3
Secteur secondaire	7,6	-0,3	2,9	2,4
Secteur tertiaire	4,0	6,4	5,8	-2,9
2. Inflation	16,6	-2,6	-0,8	6,9

Source: Cadrage macroéconomique, octobre 2020

Pour l'année 2020, il est attendu une contraction de l'activité économique de 0,3% contre une croissance de 4,2% l'année précédente, en rapport avec la décroissance de la production dans le secteur tertiaire (-2,9 contre 5,8%), fortement touché par la pandémie de la COVID-19. L'inflation pourrait atteindre 6,9 contre une déflation de 0,8% en 2019.

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Balance des paiements

Au troisième trimestre 2020, la balance des paiements s'est soldée par un besoin de financement (Solde du compte courant + compte de capital) moins élevé que celui du même trimestre 2019 (-37.193,2 contre -96.316,5 MBIF). Ce résultat est lié à la diminution du déficit du compte courant qui est passé de -150.209,9 à -89.703,6 MBIF, l'excédent du compte de capital ayant légèrement baissé, passant de 53.893,4 à 52.510,4 MBIF.

Tableau 5: Balance des paiements (en MBIF)

	T3-2019	T3-2020
COMPTE COURANT	-150 209,9	-89 703,6
Crédit	356 962,9	445 782,9
Débit	507 172,8	535 486,5
Biens	-256 781,0	-246 815,2
Exportations FOB	117 535,0	149 924,6
Importations FOB	374 316,0	396 739,9
Services	-99 501,3	-98 528,2
Crédit	18 315,5	20 184,6
Débit	117 816,8	118 712,8
Revenus primaires	2 994,6	10 349,9
Crédit	9 156,5	13 351,9
Débit	6 161,9	3 002,0
Revenus secondaires	203 077,7	245 290,0
Crédit	211 955,9	262 321,8
Débit	8 878,2	17 031,8
COMPTE DE CAPITAL	53 893,4	52 510,4
Crédit	54 060,1	52 543,7
Débit	166,8	33,3
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital	-96 316,5	-37 193,2
COMPTE FINANCIER		
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier	-127 618,7	-74 429,2
Investissements directs	853,2	-1 245,1
Acquisition nette d'actifs financiers	1 380,6	1 178,4
Accroissement net de passifs	527,4	2 423,5
Investissements de portefeuille	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Dérivés financiers et option sur titres	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Autres investissements	-107 340,3	-102 502,4
Acquisition nette d'actifs financiers	21 379,5	66 711,7
Accroissement net de passifs	128 719,8	169 214,1
Avoirs de réserves	-21 131,5	29 318,2
ERREURS ET OMISSIONS	-31 302,1	-37 236,0

Source : BRB

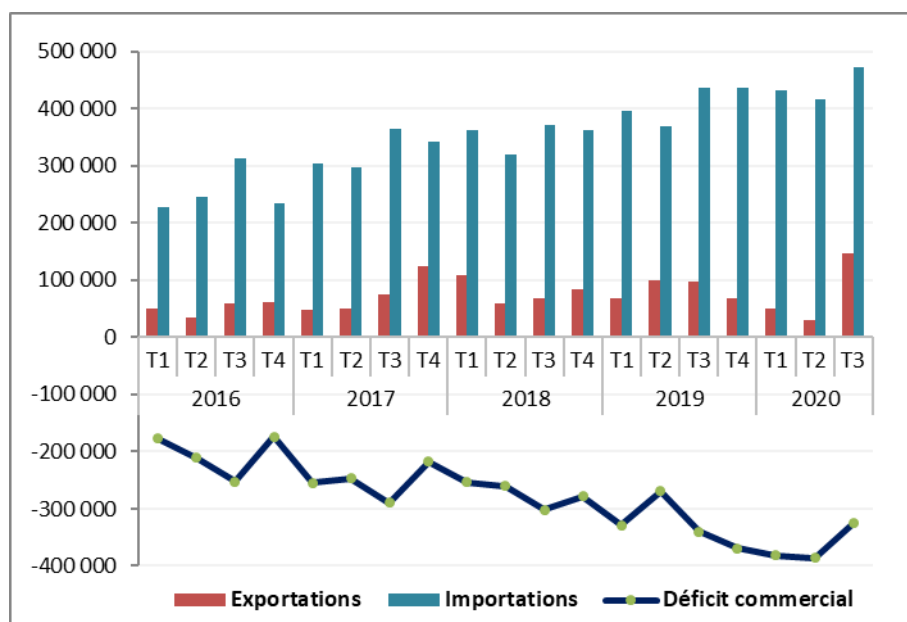
La diminution du déficit du compte courant est notamment due à l'augmentation de l'excédent des revenus secondaires (245.290,0 contre 203.077,7 MBIF) et à la réduction du déficit des biens (-246.815,2 contre -256.781,0 MBIF), consécutive à une importante hausse des exportations FOB (+27,6%) par rapport à celle des importations FOB (+6,0%).

Le solde du compte financier s'est établi à -74.429,2 contre -127.618,7 MBIF, tiré par le solde déficitaire des autres investissements (-102.502,4 contre -107.340,3 MBIF). Quant aux avoirs de réserves, ils ont augmenté de 29.318,2 MBIF au troisième trimestre 2020 alors qu'ils avaient diminué de 21.131,5 MBIF au même trimestre de 2019.

2.2.2. Commerce extérieur

Au troisième trimestre 2020, le déficit de la balance commerciale s'est légèrement atténué par rapport au même trimestre de 2019, atteignant -325.099,6 contre -339.877,6 MBIF, en liaison avec l'augmentation plus importante des exportations CIF (146.557,9 contre 96.740,8 MBIF, soit 51,5%) que celle des importations CIF (471.657,5 contre 436.618,4 MBIF, soit 8%).

Graphique 5 : Balance commerciale (en MBIF)



Source: BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

L'augmentation des exportations a concerné aussi bien les produits primaires (118.125,5 contre 83.360,8 MBIF) que les produits manufacturés (28.432,4 contre 13.380,0 MBIF). La hausse des exportations des produits primaires a essentiellement porté sur l'or non monétaire (+29.665,3

MBIF) et celle des exportations des produits manufacturés a principalement concerné les cigarettes (+3.214,0 MBIF) et la catégorie « autres produits » (+11.793,4 MBIF).

Tableau 6 : Les principaux produits exportés (en % du total)

	T1-2019	T2-2019	T3-2019	T4-2019	T1-2020	T2-2020	T3-2020
Café	36,0	14,6	12,4	27,3	16,3	6,4	9,2
Or	9,0	48,2	60,3	16,4	0,0	0,0	60,1
Thé	14,8	11,4	10,5	13,4	23,6	34,2	6,7
Autres	40,1	25,7	16,8	42,9	60,1	59,4	24
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Exportations totales (en MBIF)	68 789,1	99 114,2	96 740,8	67 525,9	51 059,0	30 827,7	146 557,9

Source: BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Les importations ont augmenté de 8,0% en glissement annuel, en liaison avec la hausse des importations de biens d'équipement (89.576,2 contre 69.031,8 MBIF) et de celles de biens de consommation (191.128,4 contre 165.080,5 MBIF). En revanche, les importations de biens de production ont baissé (190.952,9 contre 202.506,1 MBIF).

L'accroissement des importations de biens d'équipement a essentiellement concerné le matériel électrique (+14.013,8 MBIF) et les chaudières et engins mécaniques (+7.850,8 MBIF). L'augmentation des importations de biens de consommation est notamment liée aux produits pharmaceutiques (+26.938,8 MBIF) et alimentaires (+13.990,0 MBIF). Toutefois, les importations des textiles ont baissé (-12.973,5 MBIF).

S'agissant de la diminution des importations de biens de production, elle a principalement concerné les biens destinés à la construction (-10.872,2 MBIF) et à l'alimentation (-9.735,3 MBIF).

2.3. Finances et dette publiques

Au troisième trimestre 2020, le déficit budgétaire (dons inclus) s'est fortement aggravé par rapport au même trimestre de 2019, passant de -74.140,4 à -322.479,8MBIF, en liaison avec l'augmentation plus importante des dépenses, comparativement à celle des recettes publiques. Ce déficit a été principalement financé par un endettement net intérieur.

Tableau 9 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

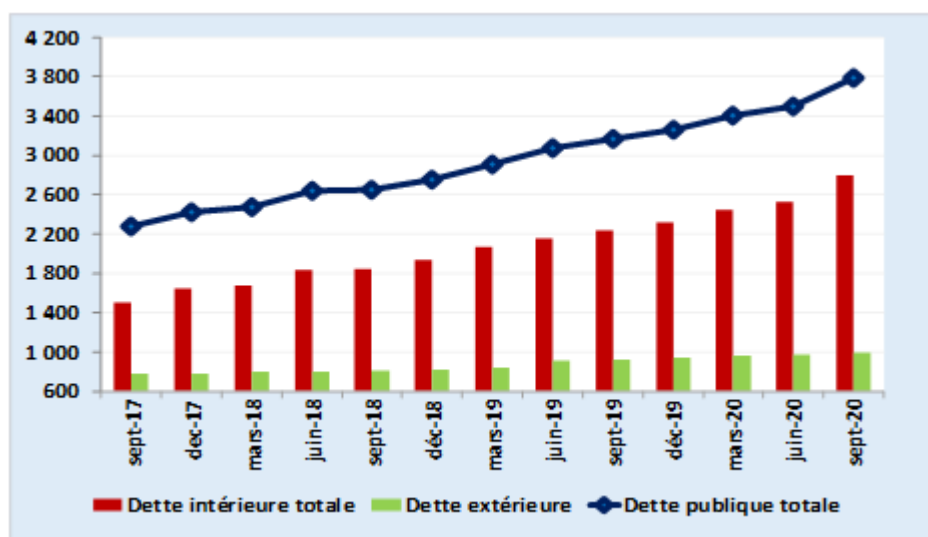
	T3-2019	T2-2020	T3-2021
A. RECETTES ET DONNS	306 489,2	307 343,6	333 428,1
a. Recettes	252 436,5	250 434,8	282 560,1
Recettes courantes	252 436,5	250 434,8	282 560,1
Recettes exceptionnelles	-	-	
b. Dons	54 052,6	56 908,8	50 868,0
courants	-	-	-
en capital	54 052,6	56 908,8	50 868,0
B. DEPENSES	380 629,6	324 419,3	655 908,0
a. Dépenses courantes	258 385,0	244 154,9	548 385,9
Salaires	110 624,5	118 451,9	177 388,9
b. Dépenses en capital	122 244,6	80 264,3	107 522,1
Sur ressources nationales	49 477,5	18 140,9	51 096,7
Sur prêts et dons extérieurs	72 767,1	62 123,4	56 425,4
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-74 140,4	-17 075,7	-322 479,8
C. FINANCEMENT	30 545,0	140 402,9	234 473,9
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	12 759,1	-171,0	-365,9
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	17 785,9	140 573,9	234 839,8
D. Erreurs et omission	43 595,4	-123 327,1	88 006,0

Les recettes ont augmenté de 11,9%, s'établissant à 282.560,1 contre 250.436,5 MBIF à la même période de l'année précédente, les dons ayant diminué de 5,9% au troisième trimestre 2020, passant de 54.052,6 à 50.868,0 MBIF.

En glissement annuel, les dépenses ont augmenté de 72,3% au troisième trimestre 2020, se fixant à 655.908,0 contre 380.629,6 MBIF, en rapport principalement avec l'accroissement des dépenses courantes. Toutefois, les dépenses en capital ont diminué de 12,0%.

La dette publique s'est accrue de 19,6% à la fin du troisième trimestre 2020, s'établissant à 3.790,7 contre 3.168,7 Mds de BIF à la même période de l'année précédente. Par rapport au trimestre précédent, l'encours de la dette publique a augmenté de 8,2%.

Graphique 6 : Evolution de la dette publique (en MBIF)



Source : BRB

La dette intérieure a progressé de 24,5% en glissement annuel, passant de 2.241,0 à 2.790,7 Mds de BIF et de 10,4% d'une fin de trimestre à l'autre. Composée essentiellement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 73,6% de la dette publique totale.

En glissement annuel, la dette extérieure s'est accrue de 7,8%, passant de 927,7 à 1.000,0 Mds de BIF. Cet accroissement est lié aux tirages (36.791,2 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (55.641,6 MBIF) qui ont contrebalancé le remboursement du principal (20.131,4 MBIF).

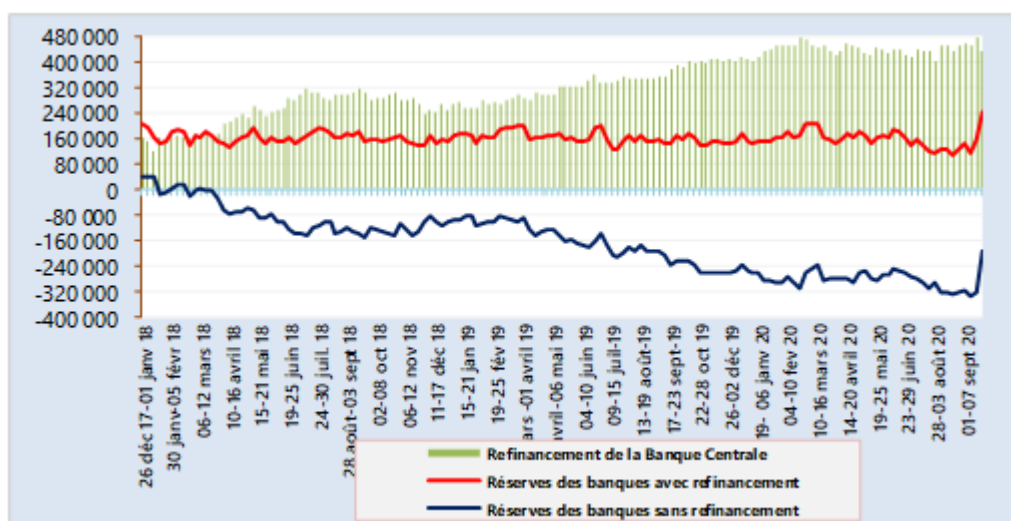
2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Les réserves des banques ont diminué au troisième trimestre par rapport au second trimestre 2020. Sans les interventions de la Banque Centrale, elles se seraient établies à -292.114 contre -268.506 MBIF, en moyenne hebdomadaire, et à -194.771 MBIF au même trimestre de 2019.

Suite à cette diminution des réserves, les banques commerciales ont recouru aux refinancements de la Banque Centrale qui se sont établis à 428.138 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 434.219 MBIF au trimestre précédent et à 349.377 MBIF à la même période de 2019.

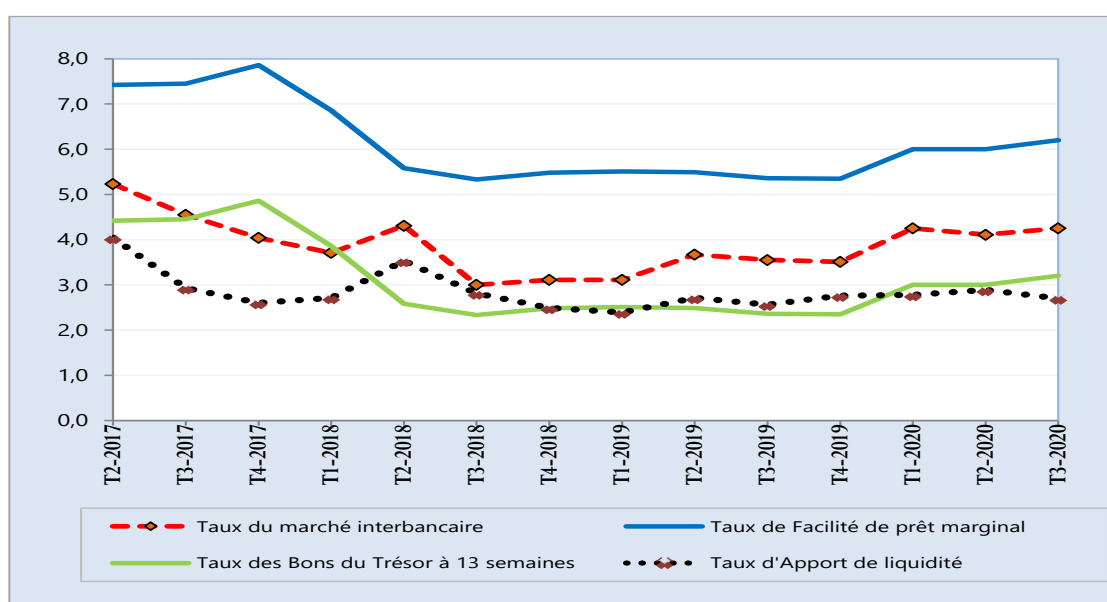
Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



Source : BRB

Concernant les taux d'intérêts du marché monétaire, ils ont augmenté dans l'ensemble à l'exception du taux d'intérêt moyen pondéré sur les apports de liquidité. En effet, le taux d'intérêt du marché interbancaire s'est établi à 4,25 contre 4,11% et celui sur la facilité de prêt marginal s'est fixé à 6,20 contre 6,00% au trimestre précédent, suite à la hausse de celui sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (3,20 contre 3,00%). Par contre, celui sur les opérations d'apport de liquidité par appels d'offres a diminué, s'établissant 2,70 contre 2,89% au trimestre précédent.

Graphique 8 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

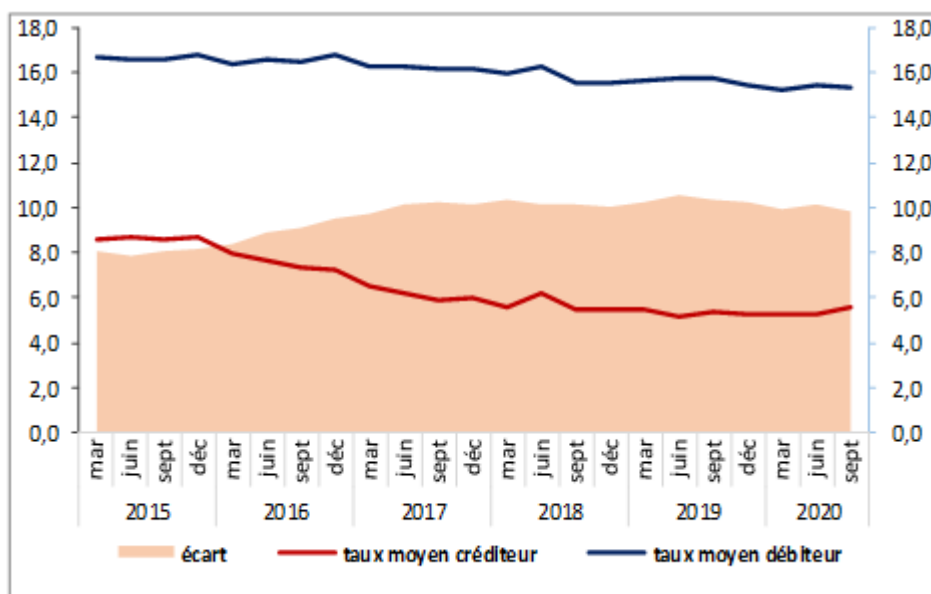


Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen de l'encours des crédits a légèrement diminué à fin septembre 2020, s'établissant à 15,31 contre 15,41% à fin juin 2020 et 15,80% à la même période de 2019.

Toutefois, celui sur les crédits distribués au cours du troisième trimestre 2020 a légèrement augmenté par rapport au trimestre précédent, passant de 15,41 à 15,57% alors qu'il a légèrement diminué par rapport à celui de la même période de 2019 (16,15%).

Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source: BRB

Le taux d'intérêt créditeur moyen s'est légèrement accru à fin septembre 2020 par rapport à fin juin 2020 et à la même période de 2019, se fixant à 5,55% contre 5,32 et 5,40%, respectivement.

2.4.2. Base monétaire

En glissement trimestriel, la base monétaire a augmenté de 8,8% à fin septembre 2020, passant de 703.931,1 à 765.530,6 MBIF, en liaison avec la hausse des avoirs intérieurs (+4,8%) et extérieurs nets (+10,1%).

Concernant les composantes de la base monétaire, l'augmentation trimestrielle a porté sur les billets et pièces en circulation (+4,7%), les dépôts des banques et microfinances à la BRB (+14,0%), des autres institutions financières (+52,0%) et ceux classés dans les divers (+18,1%).

Tableau 8: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	sept.19	juin.20	sept.20	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	373 777,4	434 272,9	454 635,1	4,7	21,6
Dépôts des banques et microfinances	213 478,9	213 802,7	243 785,0	14,0	14,2
Dépôts des autres institutions financières	3 326,6	3 411,8	5 187,4	52,0	55,9
Dépôts divers	53 853,5	52 443,7	61 923,1	18,1	15,0
Base monétaire = Contreparties	644 436,4	703 931,1	765 530,6	8,8	18,8
Avoirs extérieurs nets	-143 734,8	-184 618,6	-165 920,4	10,1	-15,4
Avoirs intérieurs nets	788 171,2	888 549,7	931 451,0	4,8	18,2
-Créances nettes sur l'Etat	291 333,9	303 340,5	453 949,3	49,7	55,8
-Autres postes nets	496 837,3	585 209,2	477 501,7	-18,4	-3,9

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 18,8% à fin septembre 2020, en liaison avec l'accroissement des avoirs intérieurs nets (+18,2%), les avoirs extérieurs nets ayant, par contre, diminué (-15,4%).

S'agissant des composantes de la base monétaire, l'augmentation annuelle a principalement concerné les billets et pièces en circulation (+21,6%) et les dépôts des banques et microfinances à la BRB (+14,2%), des autres institutions financières (+55,9%) et ceux classés dans les divers (+15,0%).

Tableau 9 : Origine de la variation de la base monétaire à fin septembre 2020

	Par rapport à juin 2020	Par rapport à sept 19
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	2,7	-3,4
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	6,1	22,2
dont: -Créances nettes sur l'Etat	21,4	25,2
-Autres postes nets	-15,3	-3,0
Base monétaire	8,8	18,8

Source: BRB

En termes de contribution à la variation de la base monétaire, l'augmentation trimestrielle a été d'origine aussi bien interne (6,1 points de pourcentage) qu'externe (2,7 points de pourcentage). Par contre, la croissance annuelle a été tirée par les avoirs intérieurs nets (22,2 points de pourcentage) tandis que les avoirs extérieurs ont exercé une incidence restrictive (3,4 points de pourcentage).

2.4.3. Masse monétaire et contreparties

Par rapport à fin juin 2020, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 6,6% à fin septembre 2020, se fixant à 2.562,9 contre 2.403,8 Mds de BIF. Cet accroissement a porté sur les dépôts à vue en BIF (+9,0%), les placements à terme et d'épargne (+4,3%), les dépôts en devises des résidents (+6,6%) et la circulation fiduciaire hors banques (+3,2%).

S'agissant des contreparties, l'augmentation trimestrielle de la masse monétaire a résulté de la hausse des avoirs intérieurs (+4,4%) et extérieurs nets (+11,7%). La progression des avoirs intérieurs nets a concerné l'endettement net de l'Etat (+13,5%) et les créances sur l'économie (+2,9%), tandis que les autres postes nets ont reculé (-43,5%).

Tableau 10 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

	sept.19	juin.20 (p)	sept.20 (p)	variation (en %)	
				trimestrielle	annuelle
Circulation fiduciaire hors banques	317 565,4	378 103,8	390 386,5	3,2	22,9
Dépôts à vue	1 119 232,8	1 182 431,8	1 288 440,1	9,0	15,1
Dépôts à terme et d'épargne	454 128,1	642 361,5	669 952,4	4,3	47,5
Dépôts en devises des résidents	185 112,4	200 919,0	214 148,4	6,6	15,7
Masse monétaire (M3)= Contreparties	2 076 038,7	2 403 816,1	2 562 927,4	6,6	23,5
AEN	-227 582,3	-333 131,6	-294 063,3	11,7	-29,2
AIN	2 303 621,0	2 736 947,7	2 856 990,7	4,4	24,0
-Crédit intérieur	2 683 638,7	3 107 418,6	3 388 597,4	9,0	26,3
Créances nettes sur l'Etat	1 503 930,6	1 794 534,3	2 037 544,9	13,5	35,5
Créances sur l'économie	1 179 708,1	1 312 884,3	1 351 052,5	2,9	14,5
-Autres postes nets	-380 017,7	-370 470,9	-531 606,7	-43,5	-39,9

Source: BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 23,5%. Cette progression a été tirée par les dépôts à vue (+15,1%), les placements à terme et d'épargne (+47,5%), les avoirs en devises des résidents (+15,7%) et la circulation fiduciaire hors banques (+22,9%).

Concernant les contreparties de M3, les avoirs intérieurs nets ont progressé de 24,0%, tandis que les avoirs extérieurs nets ont diminué de 29,2%. L'augmentation des avoirs intérieurs nets a été tirée par la hausse des créances nettes sur l'Etat (+35,5%) et des créances sur l'économie (+14,5%), les autres postes nets ayant diminué (-39,9%).

Tableau 11 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin septembre 2020

	Par rapport à juin 2020	Par rapport à sept. 2019
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	1,6	-3,2
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	5,0	26,7
dont: -Crédit Intérieur	11,7	34,0
-Autres Postes Nets	-6,7	-7,3
Masse monétaire	6,6	23,5

Source : BRB

La progression de la masse monétaire a été principalement d'origine interne aussi bien en glissement trimestriel (5,0 points de pourcentage) qu'en glissement annuel (26,7 points de pourcentage).

2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

A fin septembre 2020, les avoirs extérieurs ont augmenté de 19,3% en glissement trimestriel et de 20,0% en glissement annuel.

Tableau 12: Avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			variation (%)	
	sept-19	juin-20	sept-20	trimestrielle	annuelle
BRB	81,7	90,2	104,2	15,5	27,5
Dont: Réserves officielles	65,5	57,3	72,7	26,9	11,0
Banques commerciales	74,7	67,1	83,5	24,4	11,8
Total	156,4	157,3	187,7	19,3	20,0

Source: BRB

Les avoirs extérieurs de la BRB se sont accrus de 15,5% à fin septembre 2020 par rapport à fin juin 2020 et de 27,5% par rapport à fin septembre 2019. Les réserves officielles ont progressé de 26,9% d'une fin de trimestre à l'autre, s'établissant à 72,7 contre 57,3 MUSD. En glissement annuel, elles ont augmenté de 11,0% et couvraient 0,9 mois d'importations de biens et services alors que le niveau plancher est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA. Quant aux avoirs extérieurs des banques commerciales, ils ont augmenté de 24,4%, en glissement trimestriel et de 11,8% en glissement annuel.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

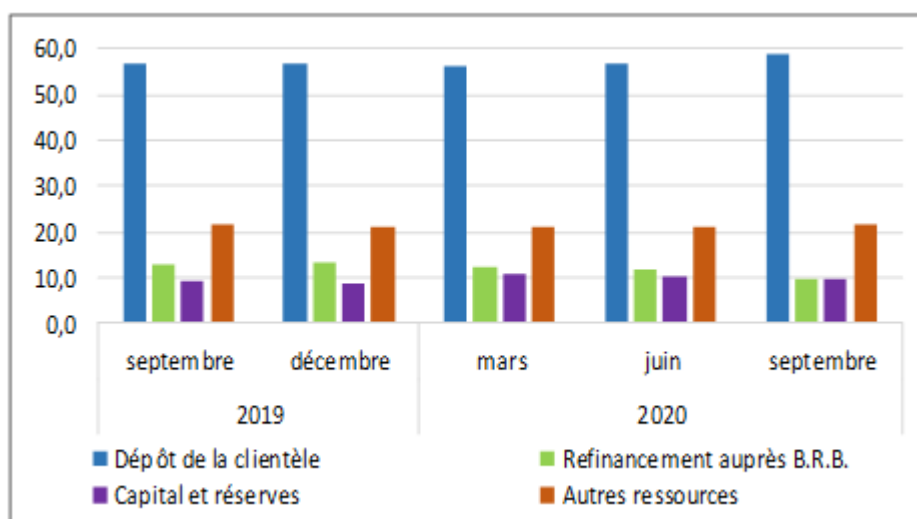
Le total bilan du secteur bancaire s'est accru de 18,7% à fin septembre 2020, s'établissant à 3.665,9 contre 3.089,6 Mds de BIF à la même période de 2019, et de 4,5% par rapport à fin juin 2020. Cette augmentation est principalement liée à l'accroissement des crédits à l'Etat et à l'économie au niveau de l'actif et à la hausse des dépôts au niveau du passif. Les ratios de solvabilité et de rentabilité se sont aussi améliorés.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

Les dépôts de la clientèle ont augmenté de 23,1% en glissement annuel, se fixant à 2.150,6 contre 1.746,8 Mds de BIF à fin septembre 2019. D'un trimestre à l'autre, ils se sont accrus de 7,9%. Les refinancements de la Banque Centrale envers les banques ont reculé de 8,3% en glissement annuel et de 12,4% d'un trimestre à l'autre, se fixant à 360,5 contre 393,2 Mds de BIF à fin septembre 2019 et 411,3 Mds de BIF à fin juin 2020.

Graphique 10 : Répartition des ressources (en % du total)

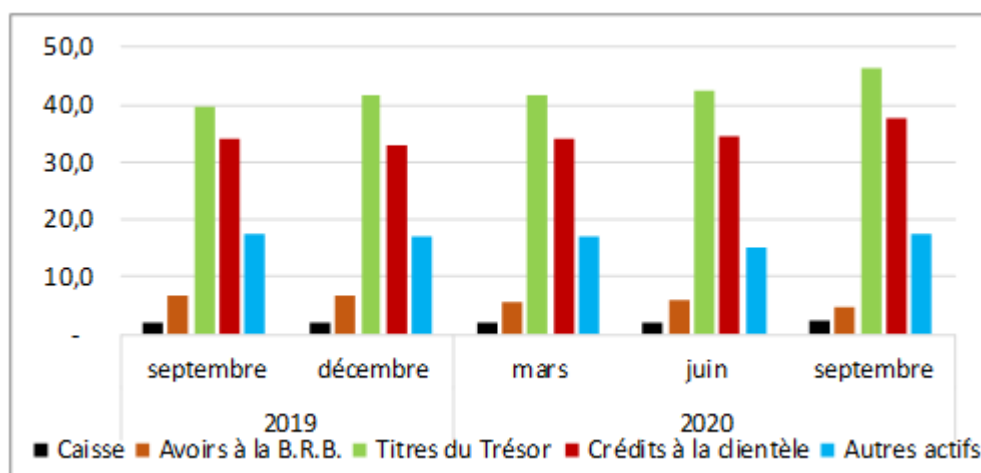


Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les crédits à l'économie ont augmenté de 20,3% en glissement annuel et de 5,2% d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 1.270,5 contre 1.055,9 Mds de BIF à fin septembre 2019. L'encours des titres du Trésor s'est accru de 24,1% en glissement annuel et de 4,8% d'une fin de trimestre à l'autre, s'établissant à 1.558,0 contre 1.255,1 Mds de BIF à fin septembre 2019 et 1.487,0 à fin juin 2020.

Graphique 11 : Répartition des emplois (en % du total)



Source : BRB

2.5.2. Stabilité Financière

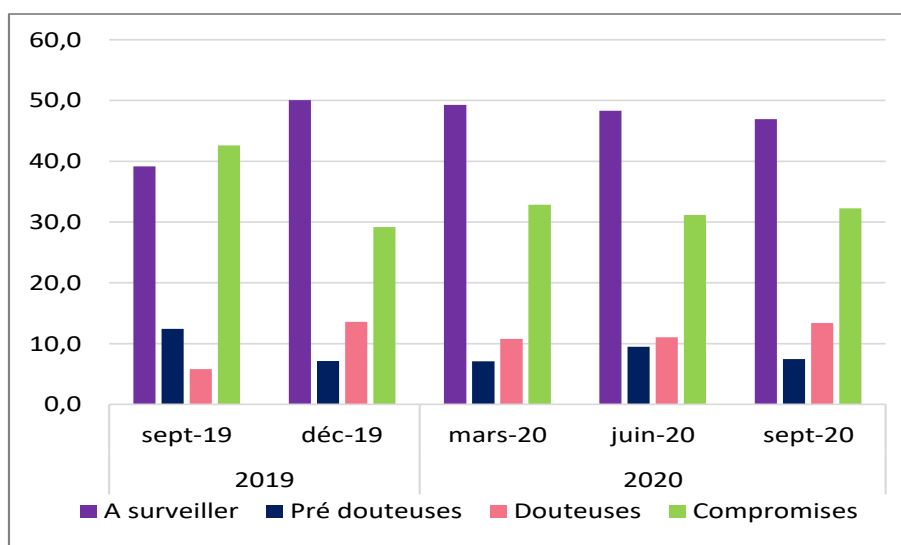
2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

Les créances impayées³ ont augmenté de 11,0% en glissement annuel, s'établissant à 156.750,4 contre 141.195,6 MBIF à fin septembre 2019. D'une fin de trimestre à l'autre, elles ont augmenté de 7,5%.

En glissement annuel, les proportions des créances à surveiller (46,9 contre 39,1%) et douteuses (13,4 contre 5,8%) dans le total des créances impayées ont augmenté. Par contre, les proportions des créances pré-douteuses (7,4 contre 12,4%) et compromises (32,2 contre 42,6%) ont baissé sur la même période.

³Tout prêt accusant au moins une échéance impayée.

Graphique 12 : Créances impayées par classe (en % du total)

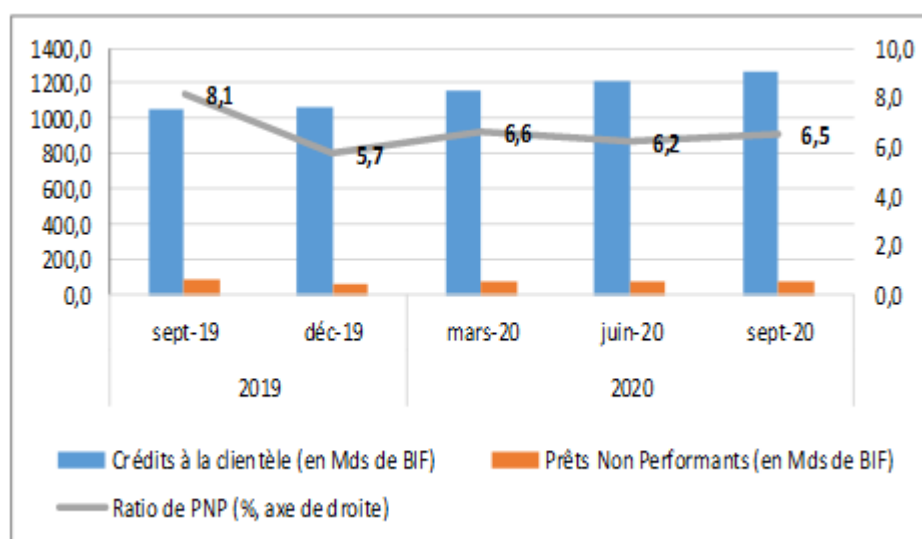


Source : BRB

En glissement annuel, la qualité du portefeuille crédits s’est améliorée suite à la radiation des créances compromises qui ont atteint deux ans et plus dans les bilans des établissements de crédit. Le taux de détérioration du portefeuille crédits s’est établi à 6,5% à fin septembre 2020 contre 8,1% à fin septembre 2019.

La qualité du portefeuille crédits s’est améliorée dans les secteurs de l’industrie (0,1% contre 17,8%), du commerce (5,7 contre 7,5%), de la construction (4,6 contre 7,6%), du tourisme (32,9 contre 38,9%) et de l’agriculture (3,7 contre 14,1%).

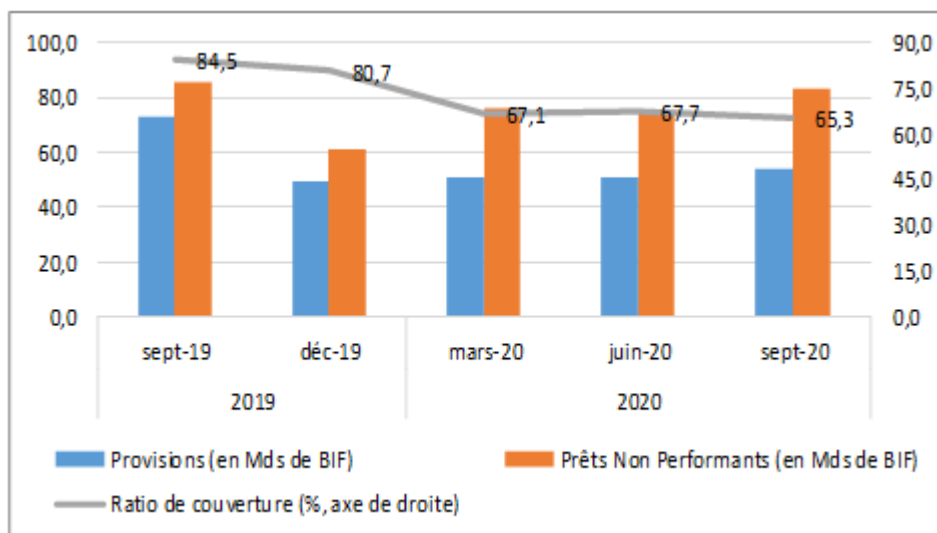
Graphique 13 : Evolution du ratio des prêts non performants (en%)



Source : BRB

Le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a diminué en glissement annuel et trimestriel, s'établissant à 65,3 contre 84,5% à fin septembre 2019 et 67,7% à fin juin 2020, suite à la baisse des créances compromises.

Graphique 14 : Evolution des provisions et taux de couverture

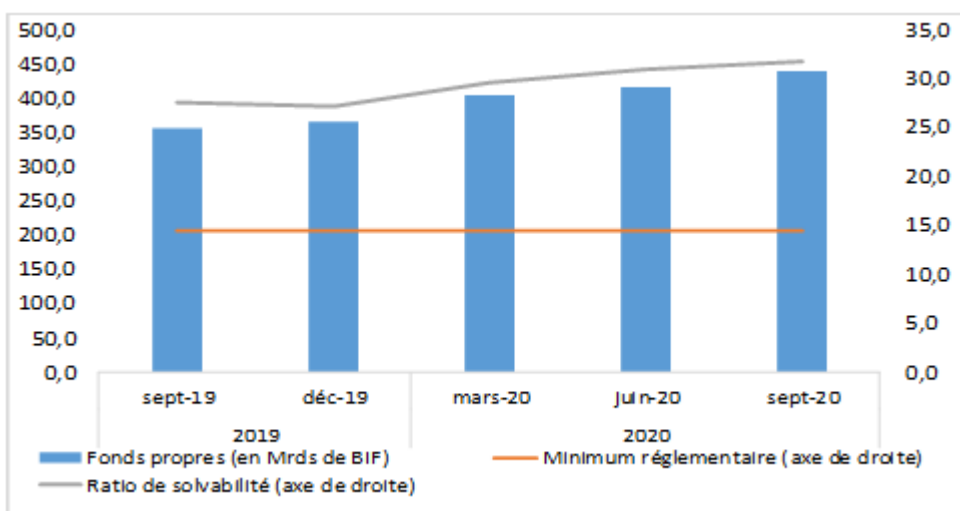


Source : BRB

2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire se sont accrus de 24,0% en glissement annuel, se fixant à 438,1 contre 353,4 Mds de BIF et de 5,6% d'un trimestre à l'autre. Le ratio de solvabilité globale s'est établi à 31,8 contre 27,4% à fin septembre 2019 et 30,9% à fin juin 2020.

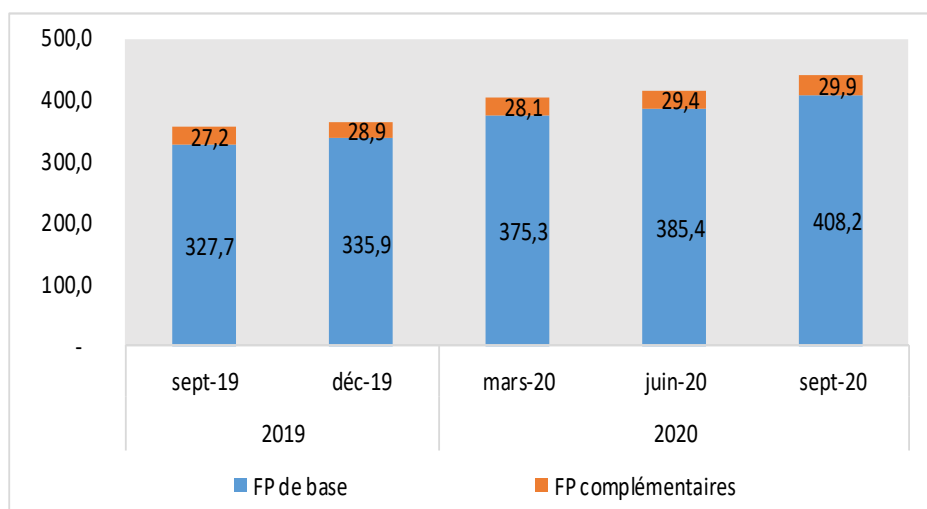
Graphique 15 : Evolution des fonds propres



Source : BRB

Les fonds propres de base nets ont augmenté de 25,2% en glissement annuel, se fixant à 408,2 contre 325,9 Mds de BIF au trimestre correspondant de 2019 et de 5,9% d'un trimestre à l'autre, en liaison avec l'incorporation d'une partie des bénéfices de l'exercice 2019 dans les réserves.

Graphique 16 : Composition des fonds propres (en Mds de BIF)



Source : BRB

2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire s'est accru de 17,4% en glissement annuel, se fixant à 217.362,1 contre 185.100,3 MBIF. De même, le résultat net a augmenté de 25,4%, passant de 90.413,7 à 113.420,7 MBIF. Par conséquent, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) se sont améliorés, s'établissant respectivement à 3,1 et 25,9% à fin septembre 2020 contre 2,9 et 25,6% à fin septembre 2019.

CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Comparée au trimestre précédent, l'activité économique s'est améliorée dans l'ensemble des pays avancés de l'OCDE et dans les pays émergents, suite aux mesures prises par les pouvoirs publics pour faire face aux effets néfastes de la COVID-19 sur l'économie. L'inflation a légèrement augmenté dans les pays avancés et émergents. Néanmoins, la Zone euro a connu une déflation suite à baisse de la demande intérieure et à la réduction de la TVA dans certains pays, notamment en Allemagne.

L'activité économique a repris dans la plupart des pays de la Communauté Est Africaine au troisième trimestre 2020, suite à la politique budgétaire adoptée à travers l'augmentation des dépenses publiques pour faire face à la COVID-19 ainsi qu'à la politique monétaire accommodante pour stimuler le crédit au secteur privé. De même, la reprise des voyages internationaux a favorisé le commerce et le tourisme. Toutefois, l'activité économique reste faible et fragile par rapport aux prévisions de l'année.

Au niveau national, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait décroître de 0,3% en 2020 contre une croissance de 4,2% en 2019. Cette décroissance est principalement tirée par le secteur tertiaire (-2,9 contre +5,8%). L'activité dans les secteurs primaire (3,3 contre 1,9%) pourrait s'améliorer tandis que l'activité dans le secteur secondaire décélérerait (2,4 contre 2,9%).

Pour faire face à cette contraction de l'activité économique, la Banque de la République du Burundi a poursuivi sa politique monétaire accommodante visant à fournir de la liquidité nécessaire et à moindre coût aux banques commerciales qui, à leur tour, vont financer les investissements productifs.

En outre, la Banque a poursuivi la mise en œuvre des mesures de politique monétaire visant à soutenir le financement des secteurs porteurs de croissance. Outre les secteurs agropastoral et industriel, la BRB a également étendu ces mesures aux secteurs de logements sociaux, d'infrastructures et d'hôtellerie et tourisme pour stimuler les investissements dans ces secteurs.

Pour la période à venir, la BRB va poursuivre sa politique monétaire accommodante pour soutenir l'économie et pourrait la renforcer davantage compte tenu de l'évolution de l'activité dans les différents secteurs de l'économie.

LES ANNEXES

Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2016	2017	2018	2019	2020 (p.)
Secteur primaire	497,1	498,2	524,2	534,1	551,9
Agriculture vivrière	431,8	431,5	449,2	464,9	478,9
Agriculture d'exportation	17,6	20,4	19,7	19,0	20,6
- Café	4,2	6,5	4,6	3,6	5,0
- Thé	12,3	12,1	13,8	14,2	14,2
- Autres cultures d'exportation	1,1	1,8	1,3	1,3	1,4
Forêt	12,2	13,7	14,9	16,4	17,0
Elevage	31,6	28,5	36,0	28,8	30,2
Pêche	3,8	4,1	4,4	4,9	5,2
Secteur secondaire	322,6	347,2	346,0	356,0	364,4
Extraction	7,7	10,7	12,8	12,5	14,9
Industries	220,8	238,6	231,0	237,1	241,2
- Industries agroalimentaires	168,4	186,7	178,8	180,6	183,3
- Industries Manufacturières	52,4	51,9	52,2	56,5	57,9
<i>.Industries textiles</i>	9,5	9,2	9,4	9,4	10,6
<i>.Autres industries manufacturières</i>	42,9	42,7	42,8	47,1	47,3
Electricité, gaz et eau	7,7	9,1	10,5	11,1	12,2
Construction	86,3	88,8	91,7	95,4	96,1
Secteur tertiaire	821,4	853,9	908,7	961,4	933,6
Commerce	62,0	65,5	65,6	69,9	64,3
Transport et communication	66,7	70,2	75,2	78,5	77,4
- Transports	17,6	18,5	19,0	19,8	18,1
- Services de Postes, Télécommunication, Inter	49,2	51,7	56,2	58,7	59,3
Banques et Assurances	102,8	111,6	132,5	145,8	160,3
Hébergement, Restaurant et autres services marchar	108,7	111,9	114,3	114,4	68,6
Administration publique	316,7	334,0	356,3	380,5	395,7
Education	211,7	219,7	238,6	250,5	259,3
Santé et action sociale	14,4	15,1	17,1	19,0	20,0
Activités à caractère collectif ou personnel	45,6	45,9	52,3	56,1	57,0
Services domestiques	4,6	4,6	5,2	5,6	5,6
SIFIM	-111,8	-124,7	-148,4	-158,8	-174,7
PIB aux coûts des facteurs	1 641,1	1 699,3	1 778,9	1 851,5	1 849,9
Impôts et Taxes	200,6	213,1	214,6	226,4	221,2
PIB aux prix du marché	1 841,7	1 912,4	1 993,5	2 077,9	2 071,1

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
sept-17	15,4	23,9	7,4
oct-17	17,6	28,1	9,0
nov-17	15,4	22,2	7,8
déc-17	10,0	9,5	8,4
janv-18	6,1	3,2	7,9
févr-18	-1,3	-8,7	8,5
mars-18	-2,6	-11,0	8,3
avr-18	-1,7	-9,6	8,5
mai-18	-1,0	-8,7	8,8
juin-18	-0,4	-7,9	8,8
juil-18	-0,8	-8,5	8,8
août-18	-2,3	-10,9	8,2
sept-18	-5,6	-15,8	6,8
oct-18	-8,4	-20,2	6,2
nov-18	-7,3	-18,7	6,6
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3
avr-19	-2,2	-6,1	1,9
mai-19	-2,4	-5,7	1,2
juin-19	-4,0	-8,6	0,9
juil-19	-2,6	-6,2	1,1
août-19	-0,6	-2,9	1,6
sept-19	2,0	2,9	1,1
oct-19	4,0	6,4	1,8
nov-19	3,6	6,5	0,8
déc-19	4,9	8,9	1,1
janv-20	5,1	8,6	1,8
févr-20	7,7	13,0	2,6
mars-20	7,1	12,0	2,4
avr-20	7,6	12,5	2,8
mai-20	9,2	15,3	3,3
juin-20	8,5	13,3	3,2
juil-20	7,7	12,2	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept-20	6,3	9,9	2,0

Annexe 3: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
Jan-17	53 627,70	7 058,30	60 686,00	64 415,60	-3 729,60
Feb-17	51 656,90	10 991,70	62 648,50	84 274,10	-21 625,60
Mar-17	73 064,80	13 243,60	86 308,40	87 906,10	-1 597,80
Apr-17	51 144,70	9 769,60	60 914,30	98 016,50	-37 102,20
May-17	54 415,70	8 886,70	63 302,40	87 125,30	-23 822,90
Jun-17	65 194,30	22 169,00	87 363,30	88 592,80	-1 229,50
Jul-17	67 742,90	11 005,50	78 748,40	87 554,40	-8 806,00
Aug-17	72 246,70	9 317,20	81 563,90	113 343,30	-31 779,40
Sep-17	69 515,00	8 503,20	78 018,20	82 670,90	-4 652,70
Oct-17	60 683,30	16 279,20	76 962,50	124 142,80	-47 180,30
Nov-17	65 298,00	8 264,80	73 562,80	79 101,30	-5 538,40
Dec-17	69 552,50	13 024,20	82 576,70	131 400,00	-48 823,20
Jan-18	62 945,10	9 475,40	72 420,50	72 255,80	164,8
Feb-18	58 578,40	24 358,30	82 936,70	128 496,30	-45 559,60
Mar-18	90 994,60	18 147,30	109 141,90	112 356,80	-3 215,00
Apr-18	65 134,60	17 173,80	82 308,40	102 753,10	-20 444,70
May-18	63 096,80	19 297,10	82 393,90	119 669,80	-37 275,80
Jun-18	75 254,20	31 153,20	106 407,40	162 729,20	-56 321,80
Jul-18	60 554,70	11 601,30	72 156,00	79 153,40	-6 997,30
Aug-18	75 622,20	12 063,40	87 685,60	102 781,40	-15 095,90
Sep-18	73 977,30	17 554,90	91 532,20	97 407,00	-5 874,80
Oct-18	70 957,30	13 169,40	84 126,70	121 865,50	-37 738,80
Nov-18	61 412,20	8 713,80	70 126,00	85 930,70	-15 804,70
Dec-18	78 361,60	28 541,40	106 903,00	126 953,20	-20 050,20
Jan-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	137 426,66	-56 248,52
Feb-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 918,33	-25 123,17
Mar-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	95 854,24	20 729,97
Apr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	152 308,27	-56 850,71
May-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 765,03	-40 483,01
Jun-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	116 694,17	14 734,34
Jul-19	70 893,23	18 882,46	89 775,68	130 004,84	-40 229,15
Aug-19	91 851,64	11 589,11	103 440,75	105 699,38	-2 258,63
Sep-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
Oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
Nov-19	78 123,50	26 000,51	104 124,00	133 114,44	-28 990,44
Dec-19	86 974,57	21 300,56	108 275,13	100 145,51	8 129,61
Jan-20	84 602,42	17 625,88	102 228,30	114 845,05	-12 616,75
Feb-20	70 437,11	22 283,66	92 720,77	107 936,47	-15 215,70
Mar-20	104 361,79	20 401,87	124 763,67	119 668,18	5 095,49
Apr-20	81 088,28	13 690,36	94 778,64	102 481,09	-7 702,44
May-20	64 196,98	20 930,27	85 127,25	92 377,28	-7 250,03
Jun-20	105 149,52	22 288,15	127 437,67	129 560,90	-2 123,23
Jul-20	80 468,49	16 635,14	97 103,63	109 975,69	-12 872,06
Aug-20	98 712,28	13 393,16	112 105,43	140 189,53	-28 084,09
Sep-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	405 742,74	-281 523,67

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres	Total		
sept-17	713 443,5	742 272,1	44 336,2	1 500 051,8	774 953,0	2 275 004,8
oct-17	741 876,6	742 224,8	40 123,5	1 524 224,9	773 687,4	2 297 912,4
juin-18	780 458,1	993 081,2	61 935,9	1 835 475,2	801 839,6	2 637 314,8
juil-18	739 553,0	1 003 048,5	59 864,5	1 802 466,0	803 941,0	2 606 407,1
août-18	722 760,6	1 034 907,2	61 327,5	1 818 995,3	802 130,7	2 621 126,0
sept-18	723 876,1	1 057 501,6	65 477,4	1 846 855,1	804 250,5	2 651 105,6
oct-18	750 952,9	1 074 283,1	63 695,0	1 888 931,0	804 808,3	2 693 739,3
nov-18	749 761,5	1 099 486,2	63 621,6	1 912 869,3	810 165,1	2 723 034,4
déc-18	772 108,5	1 106 829,2	58 884,2	1 937 821,9	815 659,1	2 753 481,0
janv-19	735 898,0	1 170 456,8	57 507,8	1 965 632,6	839 143,1	2 804 775,7
févr-19	754 785,4	1 203 007,7	55 457,5	2 017 332,5	838 878,1	2 856 210,6
mars-19	776 260,3	1 230 561,3	66 134,8	2 066 815,1	842 605,3	2 909 420,4
avr-19	749 554,5	1 264 065,9	66 482,8	2 073 957,4	867 778,9	2 941 736,3
mai-19	741 946,8	1 309 285,8	59 356,4	2 110 469,8	908 183,5	3 018 653,3
juin-19	762 094,0	1 339 778,2	59 215,0	2 158 605,5	916 027,0	3 074 632,5
juil-19	702 399,9	1 357 433,8	59 569,2	2 119 402,9	929 050,5	3 048 453,4
août-19	759 491,5	1 393 116,1	59 899,3	2 212 506,9	932 695,8	3 145 202,7
sept-19	756 889,1	1 417 542,6	66 552,3	2 240 984,0	927 716,5	3 168 700,5
oct-19	751 684,2	1 450 627,6	78 529,6	2 280 841,4	937 501,2	3 218 342,6
nov-19	749 081,8	1 485 146,4	75 442,4	2 309 670,6	940 872,9	3 250 543,5
déc-19	746 479,4	1 497 630,9	73 356,9	2 317 467,2	948 429,4	3 265 896,6
janv-20	746 479,3	1 570 926,4	120 795,4	2 438 201,1	958 521,7	3 396 722,8
févr-20	743 876,9	1 549 530,0	121 388,1	2 414 795,0	960 861,3	3 375 656,3
mars-20	738 672,0	1 583 438,6	122 067,7	2 444 178,3	966 321,6	3 410 499,9
avr-20	736 069,6	1 569 510,9	122 736,0	2 428 316,5	961 727,1	3 390 043,6
mai-20	737 921,8	1 622 178,8	116 217,0	2 476 317,6	965 285,1	3 441 602,7
juin-20	736 222,2	1 673 670,1	116 994,3	2 526 886,6	976 111,1	3 502 997,7
juil-20	737 624,5	1 709 574,6	116 172,3	2 563 371,4	986 378,9	3 549 750,3
août-20	751 455,5	1 727 319,1	117 054,8	2 595 829,4	997 842,2	3 593 671,6
sept-20	901 482,7	1 745 687,9	143 488,8	2 790 659,4	1 000 018,0	3 790 677,4

Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
juin-17	118 531,9	76 500,5
juil-17	95 342	101 518
août-17	115 927	118 005
sept-17	121 733	113 145
oct-17	125 576	123 451
nov-17	129 441	117 240
déc-17	157 967	130 194
janv-18	172 260	154 539
févr-18	170 882	168 632
mars-18	167 621	171 915
avr-18	143 711	211 263
mai-18	164 888	240 642
juin-18	153 401	261 700
juil-18	170 178	296 208
août-18	171 713	290 076
sept-18	166 234	298 588
oct-18	158 420	286 969
nov-18	146 546	268 534
déc-18	150 237	248 370
janv-19	163 427	258 199
févr-19	165 114	267 534
mars-19	192 194	281 986
avr-19	167 995	292 282
mai-19	163 240	315 130
juin-19	170 302	334 215
juil-19	153 993	339 205
août-19	157 630	345 488
sept-19	152 207	363 439
oct-19	156 012	394 511
nov-19	146 124	403 814
déc-19	155 224	406 075
janv-20	154 268	436 181
févr-20	174 541	459 837
mars-20	182 136	442 928
avr-20	161 386	439 302
mai-20	162 923	434 219
juin-20	171 658	429 154
juil-20	134 709	424 606
août-20	120 569	440 119
sept-20	164 248	446 366

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,14
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
janv-18	3,77	7,02	2,75	4,02
févr-18	3,64	6,98	2,54	3,98
mars-18	-	6,59	2,84	3,59
avr-18	-	6,16	3,19	3,16
mai-18	4,45	5,51	3,57	2,51
juin-18	4,17	5,07	3,82	2,07
juil-18	-	5,13	3,17	2,13
août-18	3,00	5,29	2,60	2,29
sept-18	-	5,57	2,65	2,57
oct-18	3,00	5,50	2,76	2,50
nov-18	3,00	5,48	2,29	2,48
déc-18	3,34	5,48	2,42	2,48
janv-19	3,11	5,53	2,48	2,53
févr-19	-	5,50	2,48	2,50
mars-19	-	5,50	2,41	2,50
avr-19	3,66	5,48	2,63	2,48
mai-19	3,67	5,50	2,69	2,50
juin-19	3,69	5,50	2,82	2,50
juil-19	3,68	5,45	2,55	2,45
août-19	3,58	5,35	2,55	2,35
sept-19	3,40	5,29	2,59	2,29
oct-19	3,34	5,22	2,65	2,22
nov-19	3,62	5,20	2,63	2,20
déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63
janv-20	3,99	5,68	3,21	2,68
févr-20	4,78	5,88	2,54	2,88
mars-20	3,97	6,00	2,58	3,00
avr-20	4,07	6,00	2,87	3,00
mai-20	4,16	6,00	2,85	3,00
juin-20	4,11	6,00	2,96	3,00
juil-20	4,07	6,00	2,74	3,00
août-20	4,27	6,00	2,77	3,00
sept-20	4,42	6,60	2,58	3,60

Annexe 7 : Indicateurs d'activité du secteur bancaire (en MBIF)

	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur bancaire		
	30/09/2019	30/09/2020	Variation en %	30/09/2019	30/09/2020	Variation en %	30/09/2019	30/09/2020	Variation en %
I. EMPLOIS	2 894 993,1	3 416 472,4	18,0	194 585,3	249 434,6	28,2	3 089 578,4	3 665 907,0	18,7
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	2 507 698,8	2 950 304,7	17,6	160 709,8	215 106,7	33,8	2 668 408,6	3 165 411,4	18,6
A. Actifs liquides	1 597 965,6	1 870 076,0	17,0	14 493,6	24 847,7	71,4	1 612 459,2	1 894 923,7	17,5
Caisse	62 712,8	83 883,0	33,8	9,6	23,7	146,7	62 722,4	83 906,8	33,8
B.R.B.	203 780,8	162 197,7	-20,4	2 551,9	4 087,4	60,2	206 332,7	166 285,1	-19,4
Avoirs auprès des banques et assimilés	84 080,7	84 117,3	0,0	4 175,0	2 590,8	-37,9	88 255,7	86 708,2	-1,8
<i>Etablissements de crédit</i>	2 086,5	3,5	-99,8	4 175,0	2 590,8	-37,9	6 261,5	2 594,4	-58,6
<i>IMFs</i>	4 021,2	79,1	-98,0	0,0	0,0	0,0	4 021,2	79,1	-98,0
<i>Correspondant étranger</i>	77 972,2	84 034,7	7,8	0,0	0,0	0,0	77 972,2	84 034,7	7,8
<i>Autres</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons et Obligations du Trésor	1 247 391,3	1 539 877,9	23,4	7 757,0	18 145,7	133,9	1 255 148,3	1 558 023,6	24,1
B. Crédits à la clientèle	909 733,3	1 080 228,7	18,7	146 216,2	190 259,0	30,1	1 055 949,4	1 270 487,7	20,3
Court terme	499 376,7	592 567,0	18,7	2 270,1	3 116,1	37,3	501 646,8	595 683,1	18,7
Moyen terme	310 385,4	315 850,8	1,8	46 803,6	35 666,3	-23,8	357 189,1	351 517,2	-1,6
Long terme	99 971,2	171 810,9	71,9	97 142,4	151 476,6	55,9	197 113,6	323 287,5	64,0
Crédits bail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
I.2. Actifs immobilisés	136 604,7	160 522,2	17,5	7 971,3	8 248,1	3,5	144 576,1	168 770,3	16,7
I.3. Autres	250 689,5	305 645,5	21,9	25 904,2	26 079,8	0,7	276 593,7	331 725,3	19,9
II. RESSOURCES	2 894 993,1	3 416 472,4	18,0	194 585,3	249 434,6	28,2	3 089 578,4	3 665 907,0	18,7
II.1. Principales ressources	2 221 759,5	2 577 443,5	17,2	100 118,2	143 785,0	36,1	2 608 384,6	3 082 135,2	18,2
Dépôts de la clientèle	1 653 395,9	2 013 447,2	21,8	93 425,2	137 131,5	46,8	1 746 821,1	2 150 578,7	23,1
<i>dont 10 grands dépôts des banques</i>	765 995,4	938 038,0	22,5	13 474,4	26 971,2	100,2	779 469,8	965 009,2	23,8
Refinancement auprès B.R.B.	393 162,5	360 531,7	-8,3	0,0	0,0	0,0	393 162,5	360 531,7	-8,3
Dettes envers les banques et assimilés	175 201,1	203 464,6	0,0	6 693,0	6 653,5	0,0	181 894,1	210 118,1	0,0
<i>Etablissements de crédit</i>	45 250,0	3 387,4	-92,5	2 231,0	0,0	0,0	47 481,0	3 387,4	-92,9
<i>IMFs</i>	75 599,2	35 187,2	-53,5	2 231,0	0,0	0,0	77 830,2	35 187,2	-54,8
<i>Correspondant étranger</i>	27 175,9	14 203,2	-47,7	2 231,0	0,0	0,0	29 406,9	14 203,2	-51,7
<i>Autres</i>	27 175,9	150 686,8	454,5	0,0	6 653,5	0,0	27 175,9	157 340,3	479,0
II.2. Capital et réserves	251 874,1	321 313,9	27,6	34 632,8	39 592,9	14,3	286 506,9	360 906,7	26,0
II.3. Autres	421 359,5	517 715,0	22,9	59 834,3	66 056,8	10,4	481 193,8	583 771,8	21,3
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE									
Adéquation des fonds propres									
Fonds propres de base nets	292 154,9	373 207,1	27,7	33 781,2	34 999,6	3,6	325 936,2	408 206,7	25,2
Fonds propres	311 884,8	394 858,7	26,6	41 473,7	43 232,2	4,2	353 358,5	438 090,9	24,0
Risques pondérés	1 149 260,3	1 289 507,2	12,2	142 445,2	89 063,6	-37,5	1 291 705,4	1 378 570,9	6,7
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	25,4	28,9	0,0	23,7	39,3	0,0	25,2	29,6	0,0
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	27,1	30,6	0,0	29,1	48,5	0,0	27,4	31,8	0,0
Ratio de levier (norme 5%)	10,1	10,9	0,0	17,4	14,0	0,0	10,5	11,1	0,0
Concentration des crédits									
Grands risques	275 539,6	208 290,6	-24,4	3 980,4	2 731,8	-31,4	279 520,0	211 022,3	-24,5
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	30,3	19,3	0,0	2,7	1,4	0,0	26,5	16,6	0,0
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	31,4	31,6	0,0	75,1	76,3	0,0	34,2	34,7	0,0
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts	42,1	43,4	0,0	4,0	7,3	0,0	39,7	40,9	0,0
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base	417,3	396,9	0,0	23,0	51,8	0,0	376,4	367,3	0,0
Qualité du portefeuille crédits									
Créances impayées	111 888,5	125 652,1	12,3	29 307,1	31 098,3	6,1	141 195,6	156 750,4	11,0
Créances à surveiller	36 352,7	52 417,4	44,2	18 919,9	21 148,5	11,8	55 272,6	73 566,0	33,1
Créances Non performantes	75 535,8	73 234,6	-3,0	10 387,3	9 949,8	-4,2	85 923,1	83 184,4	-3,2
<i>Créances pré douteuses</i>	12 671,2	7 215,5	-43,1	4 866,4	4 447,1	-8,6	17 537,6	11 662,6	-33,5
<i>Créances douteuses</i>	5 100,6	18 056,9	254,0	3 091,7	2 921,7	-5,5	8 192,3	20 978,6	156,1
<i>Créances compromises</i>	57 764,0	47 962,2	-17,0	2 429,2	2 581,0	6,2	60 193,2	50 543,2	-16,0
Dépréciations	68 051,7	50 233,5	-26,2	4 580,1	4 075,3	-11,0	72 631,8	54 308,9	-25,2
Taux des prêts non performants	8,3	6,8	0,0	7,1	5,2	0,0	8,1	6,5	0,0
Taux d'impayés	12,3	11,6	0,0	20,0	16,3	0,0	13,4	12,3	0,0
Taux de dépréciation	90,1	68,6	0,0	44,1	41,0	0,0	84,5	65,3	0,0
Liquidité									
Coefficient de liquidité en BIF	241,2	229,0	0,0	0,0	0,0	0,0	241,2	229,0	0,0
Coefficient de liquidité en devises	94,4	186,2	0,0	0,0	0,0	0,0	94,4	186,2	0,0
Total crédits/total dépôts	55,0	53,7	0,0	156,5	138,7	0,0	60,4	59,1	0,0
Ressources Stables/Emplois Immobilisés	89,8	88,8	0,0	245,5	195,9	0,0	0,0	104,8	0,0
Dix gros dépôts/Total dépôts	46,3	46,6	0,0	14,4	15,1	0,0	44,6	44,9	0,0
Rentabilité et performance									
Résultat avant impôt	91 920,3	111 230,7	21,0	4 561,2	8 139,6	78,5	96 481,5	119 370,3	23,7
Résultat net de l'exercice	86 622,5	106 325,8	22,7	3 791,2	7 095,0	87,1	90 413,7	113 420,7	25,4
Produit Net Bancaire	174 738,4	201 721,7	15,4	10 361,9	15 640,3	50,9	185 100,3	217 362,1	17,4
ROA	3,0	3,1	0,0	1,9	2,8	0,0	2,9	3,1	0,0
ROE	27,8	26,9	0,0	9,1	16,4	0,0	25,6	25,9	0,0